

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX



Groupement de commandes pour les travaux de rénovation des sous-stations du bâtiment R1

Coordonnateur du groupement :

Université de Toulouse

41, allées Jules Guesde – CS 61321

31013 Toulouse

Marché 2023-093 à 094

**Travaux de rénovation de la sous-station de la résidence R1 sur le campus de l'INSA de
Toulouse**

*Procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-4 à R.2123-5 du code de la
commande publique*

REGLEMENT DE CONSULTATION

(RC)

Date limite de remise des offres :

Mercredi 6 décembre 2023 à 12h00

Visite sur site obligatoire :

Jeudi 9 novembre 2023 à 14h00

Jeudi 16 novembre 2023 à 14h00

Sommaire

Article 1 – Pouvoir adjudicateur	3
Article 2 - Objet de la consultation	3
2.1. Objet du marché.....	3
2.2. Conditions particulières d'exécution.....	3
Article 3 – Dispositions générales de la consultation	3
3.1. Mode de passation de la consultation.....	3
3.2. Décomposition du marché.....	4
3.3. Forme du marché.....	4
3.4. Variantes.....	4
3.5 Prestation Supplémentaire Eventuelle (PSE)	4
3.6 Tranches	4
3.7. Durée du marché et délais d'exécution	4
3.8. Visite de site obligatoire	5
3.8. Intervenants au marché	5
3.9. Réalisation de prestations similaires	5
3.10. Publicité	6
3.11. Langue	6
Article 4 – Dossier de consultation des entreprises.....	6
4.1. Contenu du dossier de consultation	6
4.2. Mise à disposition du dossier de consultation	7
4.3. Echanges pendant la consultation	7
4.4. Modification de détail au dossier de consultation	7
Article 5 – Candidature	7
5.1. Interdiction de soumissionner	7
5.2. Présentation en groupement	7
5.3. Sous-traitance	8
5.4. Présentation de la candidature	8
Article 6 – Présentation des offres	10
6.1. Présentation de l'offre	10
6.2. Unité monétaire.....	10
Article 7 - Conditions de remise des offres	10
7.1. Date et heure limites de remise des plis	10
7.2 Conditions de transmission des plis par voie dématérialisée	11
Article 8 – Jugement des candidatures et des offres	12
8.1. Examen de la candidature	12
8.2. Conditions du choix de l'offre	12
8.2.1 Critères d'attribution	12
8.2.2. Analyse des offres.....	13
8.2.3. Négociation	13
8.2.3 Délai de validité des offres	13
Article 9 – Attribution du marché.....	14
Article 10 – Instance chargée des procédures de recours	15
10.1. Différends	15
10.1. Litiges et contentieux	15

Article 1 – Pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur, maître d'ouvrage de l'opération, est le groupement de commandes désigné en en-tête et ayant pour coordonnateur l'Université de Toulouse sis 41, allées Jules Guesde – CS 61321 - 31013 Toulouse Cedex 6.

Les parties prenantes à ce groupement de commandes sont :

- L'Université de Toulouse sis 41, allées Jules Guesde – CS 61321 - 31013 Toulouse Cedex 6 et agissant pour le Service inter-établissement de Gestion et d'Exploitation
- L'INSA de Toulouse sis 135 avenue de Rangueil – 31077 Toulouse Cedex 4

Le coordonnateur a en charge la passation, la signature, la notification et l'exécution du marché au nom de l'ensemble des membres du groupement, conformément à la convention de groupement de commandes établie entre les deux parties.

Article 2 - Objet de la consultation

2.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la rénovation des sous-stations du bâtiment R1 de l'INSA de Toulouse, résidence qui a fait l'objet des travaux de rénovation énergétique au cours de l'année écoulée. Les travaux sont achevés de manière provisoire dans l'attente du raccordement final lié à la présente consultation.

Il est par ailleurs précisé que :

- La partie PRIMAIRE de la sous-station (partie en amont des vannes des échangeurs y compris échangeurs), est la propriété du SGE
- La partie SECONDAIRE de la sous-station (partie en aval des vannes des échangeurs hormis les échangeurs), est la propriété de l'INSA.

La description des ouvrages attendus et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) propre à chaque lot.

2.2. Conditions particulières d'exécution

Les travaux de la présente consultation sont à réaliser à la résidence R1 sis 135 avenue de Rangueil 31400 Toulouse. Il est précisé que le candidat sera également amené à intervenir dans d'autres sous-stations qui sont alimentées par la résidence R1 dans les conditions prévues par les CCTP et leurs annexes.

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés par les L.2113-12 à L.2113-16 du code de la commande publique.

Article 3 – Dispositions générales de la consultation

3.1. Mode de passation de la consultation

La présente consultation est passée en procédure adaptée en application des articles L.2123-1, et R.2123-4 à R.2123-5 du code de la commande publique.

Cette procédure fait suite au classement sans suite de la précédente consultation pour des motifs techniques et juridiques d'intérêt général

3.2. Décomposition du marché

Les travaux sont répartis en 2 lots séparés qui sont définis comme suit :

LOT	INTITULE	CODE CPV
01	Hydraulique	45330000 – Travaux de plomberie
02	Electricité, automatisme et supervision	45311000 – Travaux de câblage et d'installations électriques 45311100 : Travaux de câblage électrique 45311200 : Travaux d'installations électriques

Les candidats pourront soumissionner à un lot ou à plusieurs lots.

3.3. Forme du marché

Les marchés résultant de cette procédure prennent la forme de marchés ordinaires traités à prix global et forfaitaire.

3.4. Variantes

Le marché ne prévoit pas de variante. La présentation de variante à l'initiative du candidat n'est pas autorisée.

3.5 Prestation Supplémentaire Eventuelle (PSE)

La consultation ne prévoit pas de prestation supplémentaire éventuelle.

3.6 Tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

3.7. Durée du marché et délais d'exécution

Le marché prend effet à la date de réception de sa notification par le titulaire et s'achève à la fin de la période de garantie de parfait achèvement.

Les délais d'exécution du marché commencent à courir à compter de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation. Le délai d'exécution du marché comprend la période de préparation et le délai d'exécution des travaux. A titre indicatif, le délai global prévisionnel d'exécution des travaux est estimé à 8.5 mois période de préparation et réception comprises.

La coupure d'eau surchauffé (et donc d'ECS sur les résidences R1, R2, R3, R4 et R7) et les travaux qui la nécessitent doivent impérativement être réalisés entre le 15 juillet 2024 et le 31 août 2024.

Il est par ailleurs rappelé que les délais impartis englobent le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux, dans le respect des mesures sanitaires. En conséquence, tout retard constaté sur ces opérations est sanctionné comme retard dans l'achèvement des travaux et est susceptible de l'application des pénalités correspondantes.

3.8. Visite de site obligatoire

Afin d'appréhender au mieux le contexte et la réalisation des travaux, une **visite obligatoire** est prévue préalablement au dépôt de l'offre.

Les candidats devront se présenter à l'adresse précisée à l'article 2.2 du présent document et choisiront entre les deux dates proposées :

- Jeudi 9 novembre 2023 à 14h00
- Jeudi 16 novembre 2023 à 14h00

L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera jugée irrégulière et sera éliminée.

Les candidats devront préalablement s'inscrire à l'adresse suivante : virginie.martinez@univ-toulouse.fr
L'objet du mail devra indiquer qu'il s'agit de la participation à la visite dans le cadre de la consultation précitée.

A l'issue de cette visite, une attestation de visite sera délivrée aux soumissionnaires en deux exemplaires : un sera conservé par le soumissionnaire, l'autre par la maîtrise d'ouvrage.

Aucune réponse orale ne sera apportée aux questions des candidats pendant la visite. Le candidat doit poser ses questions selon les modalités décrites à l'article 4.3 du présent règlement de la consultation.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance du lieu d'exécution des prestations. En aucun cas, le titulaire ne peut, en cours d'exécution du marché, se prévaloir d'une quelconque non-conformité de son offre par rapport aux pièces constitutives du marché ou d'une méconnaissance des lieux d'intervention pour revoir son offre financière à la hausse.

3.8. Intervenants au marché

Les intervenants au marché sont ci-après définis :

MAITRE D'OUVRAGE :	Groupeement de commandes pour les travaux de rénovation des sous-stations du bâtiment R1 Coordonnateur : Université de Toulouse 41, allées Jules Guesde - CS 61321 31013 Toulouse cedex 09
MAÎTRE D'ŒUVRE :	HYLOZ 9 chemin de Lourmet 31180 CASTELMAUROU
BUREAU DE CONTROLE :	Le bureau de contrôle sera désigné en cours de procédure.
COORDINATEUR SPS	Le coordinateur SPS sera désigné en cours de procédure.

3.9. Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouveau marché pourra être conclu ne peut dépasser trois (3) ans à compter de la notification du présent marché.

3.10. Publicité

La présente consultation est soumise aux dispositions de l'article R.2131-12 2° du code de la commande publique.

3.11. Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il fournit à sa charge, ce document accompagné d'une traduction en langue française.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution du marché s'effectuera en français.

En cas de candidature sous forme de DUME, ce dernier doit être rédigé en français.

Article 4 – Dossier de consultation des entreprises

4.1. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation est composé des dossiers et pièces suivantes :

- Le présent règlement de la consultation
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à tous les lots
- L'acte d'engagement (AE) propre à chacun des lots
- Dossier Lot 1 Hydraulique :
 - Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) propre au lot
 - Cadre de Décomposition du prix global et forfaitaire (CDPGF) propre au lot au format excel comportant quatre onglets (onglet 1 : une page de garde SGE ; onglet 2 la DPGF SGE ; onglet 3 une page de garde INSA ; onglet 4 la DPGF INSA)
 - Cadre de Décomposition du prix global et forfaitaire (CDPGF) propre au lot au format PDF pour chacun des établissements du groupement (SGE et INSA)
- Dossier Lot 2 Electricité/ régulation
 - Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) propre au lot
 - Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) propre au lot au format excel comportant quatre onglets (onglet 1 : une page de garde SGE ; onglet 2 la DPGF SGE ; onglet 3 une page de garde INSA ; onglet 4 la DPGF INSA)
 - Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) propre au lot au format PDF pour chacun des établissements du groupement (SGE et INSA)
 - Tables d'échanges GTC pour chacun des établissements en format PDF et excel
- Dossier « Chartes et plan du site de l'INSA » Lots 1 et 2
- Dossier « Cahier des charges techniques SGE » définissant la qualité des matériaux pour les lots 1 et 2
- Dossier « Photos »
- Dossier Schéma de principe et plan commun lots 1 et 2
- Planning R1

4.2. Mise à disposition du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat. Il est disponible sur la plate-forme des achats de l'Etat (PLACE) à l'adresse électronique suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Aucune demande d'envoi du dossier sur support physique électronique n'est autorisée.

Les candidats sont invités à s'identifier lors du téléchargement du dossier, afin de pouvoir être alertés par toute modification éventuelle du DCE ou toute réponse aux questions posées par des candidats dans le cadre de la consultation. Il convient de bien vérifier que les mails envoyés via la plateforme de dématérialisation des marchés publics ne soient pas réceptionnés dans les « spams » ou dans les « courriers indésirables ».

4.3. Echanges pendant la consultation

L'ensemble des échanges effectués pendant la consultation se fera sur la Plateforme des Achats de l'Etat PLACE.

Les candidats pourront faire parvenir leurs questions uniquement par le biais de cette plateforme plus tard **5 jours calendaires avant la date limite de remise des offres**. Passé ce délai date plus aucune question ne sera acceptée par le pouvoir adjudicateur.

4.4. Modification de détail au dossier de consultation

Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 8 jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des plis, des modifications de détail au dossier de consultation ou apporter des compléments d'informations de détail ou des documents supplémentaires.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet et ce, jusqu'à la date limite de remise des offres, telle que fixée en page de garde.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Article 5 – Candidature

5.1. Interdiction de soumissionner

Conformément aux dispositions des articles L2141-1 à L2141-5 du code de la commande publique, le soumissionnaire ne doit pas être dans un de ces cas d'interdiction de soumissionner.

Lorsqu'un soumissionnaire se trouve, en cours de procédure, en situation d'interdiction de soumissionner, il en informe, sans délai, le maître de l'ouvrage. En cas d'interdiction de soumissionner obligatoire, le soumissionnaire est automatiquement exclu de la procédure.

5.2. Présentation en groupement

Le marché pourra être attribué à une seule entreprise ou à un groupement d'entreprises.

En cas de groupement :

- Le mandataire du groupement sera obligatoirement désigné dès la candidature.
- L'acheteur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

En cas de candidature sous forme de groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire de chacun des membres.

5.3. Sous-traitance

Le candidat indiquera la part du marché public qu'il a l'intention de sous-traiter à des tiers.

Conformément aux dispositions de l'article R2193-1 du code de la commande publique, si la demande est présentée au moment du dépôt de l'offre, le candidat fournit à l'acheteur une déclaration mentionnant :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation de prix ;
- Les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

Le soumissionnaire remet également à l'acheteur une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il n'est pas placé dans un cas d'exclusion mentionné par les dispositions législatives des sections 1 et 2 du chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Dans le cas où la demande est présentée **après la notification du marché** et conformément aux articles R2193-3 et R2193-4 du code de la commande publique, le titulaire remet contre récépissé à l'acheteur ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements susvisés.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement doivent alors faire l'objet d'un acte spécial signé des 2 parties (acheteur public et entreprise). Cet acte doit reprendre tous les renseignements mentionnés dans la demande du titulaire du marché.

Le silence de l'acheteur public pendant plus de 21 jours après la réception des demandes vaut acceptation du sous-traitant.

En cas de non déclaration, conformément à l'article 3 de la loi du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, l'entrepreneur principal ne pourra pas invoquer le contrat de sous-traitance à l'encontre du sous-traitant.

Par ailleurs, cette situation est constitutive d'une infraction punie d'une amende de 7 500.00 €, en application de l'article 83 de la loi n°2011-672 du 16 juin 2011 relative à l'immigration.

5.4. Présentation de la candidature

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

1. Une lettre de candidature (formulaire DC1), indiquant l'intention de soumissionner mentionnant si le candidat se présente seul ou en groupement et, dans ce dernier cas, faisant apparaître les membres du groupement et le mandataire explicitement

2. Une déclaration du candidat (formulaire DC2) précisant les éléments suivants, pour chaque co-traitant en cas de groupement et pour chaque sous-traitant éventuel désigné à l'offre :

- a. Le nom ou la dénomination de l'entreprise, l'adresse du siège du candidat ou du siège social, ainsi que ceux du service qui exécutera les prestations ;
- b. La forme juridique du candidat (SA, SARL, ...) ;
- c. Les noms et fonctions des personnes ayant pouvoir d'engager la société ;
- d. Pour les candidats établis en France, le numéro et la ville d'enregistrement (SIREN, RCS, répertoire des métiers) ;

- e. Pour les candidats non établis en France, le numéro, la ville et le pays d'enregistrement ;
- f. Aptitude à exercer l'activité professionnelle : l'inscription sur le registre professionnel adéquat ;
- g. Capacité économique et financière : une déclaration concernant le chiffre d'affaires global au cours des trois derniers exercices concernant les prestations auxquelles se réfère la présente consultation ;
- h. Capacités techniques et professionnelles :

- une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les cinq dernières années
- les références de l'entreprise au moyen d'une liste des travaux similaires effectués au cours des 5 dernières années, indiquant le montant, la date et le lieu d'exécution
- et les qualifications du personnel dédié au marché. Il est demandé plus précisément les certificats de qualifications professionnelles datant de moins de 3 ans. Dans ce cas, l'acheteur accepte tout moyen de preuve équivalent ainsi que les certificats équivalents d'organismes établis dans d'autres Etats membres.

Les certificats de qualification professionnelle minimales exigées ou équivalentes sont les suivantes :

Lot	Qualification
LOT01 – Hydraulique	<p>Article 3.1.1.1 du CCTP concerné</p> <p>Tout soudeur, ou opérateur, mettant en œuvre un mode opératoire de soudage devra être qualifié pour ce mode opératoire.</p> <p>Son niveau professionnel correspondra au minimum au degré d'aptitude II, au sens de la norme NF EN 287-1. Il précisera selon la norme NF EN 15614-1, les qualifications requises des soudeurs en fonction des normes applicables aux codes de construction des ouvrages types : EN 13445</p> <p>L'entreprise doit également justifier des qualifications professionnelles QUALIBAT ou équivalent suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 5253 Installations de réseaux à haute pression ou à haute température • 5251 Installation de chauffage ou de froid raccordée sur réseau urbain
LOT02 – Electricité, automatisme et supervision	<p>Il précisera les qualifications requises pour les électriciens selon la norme NF C18-510 et automaticiens selon la norme NF C13-100 sur la durée complète des travaux ».</p>

En cas d'absence de qualification, car l'entreprise ne l'a pas demandée, celle-ci devra présenter des références suffisamment documentées.

i. Sera annexée à cette déclaration la copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire.

3. La déclaration sur l'honneur du candidat justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas d'exclusions des procédures de passation (ou contenue dans le DC1 – point F) ;

Les formulaires précités sont accessibles à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>.

En vertu de l'article R2143-4 du code de la commande publique le candidat peut choisir d'utiliser le formulaire unique de marché européen (DUME) en remplacement des DC1 et DC2.

Article 6 – Présentation des offres

6.1. Présentation de l'offre

Le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

Pour chacun des lots auxquels il soumissionne il est demandé les pièces suivantes :

- Pièce 1. **L'acte d'engagement signé pour le lot concerné** sans que son absence ne puisse conduire au rejet de l'offre
- Pièce 2. **Les DPGF dûment complétée(s) pour le lot concerné dans tous ces onglets (format excel) et PDF pour chacun des établissements bénéficiaires**
- Pièce 3. **Le mémoire technique décomposé reprenant les sous-critères prévus à l'article 8.2.1 du présent règlement de la consultation.** Le mémoire technique ne devra pas dépasser 10 pages. Les fiches techniques des produits proposés pourront y être annexées.
- Pièce 4. **Une copie de l'attestation de visite** sans que l'absence de ce document puisse conduire au rejet de l'offre s'il s'avère que le candidat a bien réalisé la visite

Plus précisément, les documents fournis dans le cadre du projet de marché permettront au Pouvoir adjudicateur d'analyser les offres conformément aux critères retenus à l'article du présent règlement de la consultation.

6.2. Unité monétaire

Le Pouvoir adjudicateur conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

Article 7 - Conditions de remise des offres

7.1. Date et heure limites de remise des plis

La procédure de consultation est entièrement dématérialisée. Le dépôt électronique des plis s'effectue sur le site PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les plis devront être transmis avant le **Mercredi 6 décembre à 12h00** dernier délai.

Les candidatures et les offres sont remises en une seule fois.

Seuls peuvent être ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et à l'heure limites mentionnées ci-dessus. Les plis qui sont reçus ou remis après ces date et heure ne sont pas ouverts.

Les plis et la "copie de sauvegarde" parvenus hors délai sont inscrits au registre des dépôts et sont rejetés.

En cas d'envoi successifs par un même candidat, seul le dernier pli déposé avant la date limite de remise des plis, par voie électronique ou sur support matériel, est retenu.

7.2 Conditions de transmission des plis par voie dématérialisée

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image jpg, png et de documents html.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, .exe, .com, .scr, etc. ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts, etc.

Chaque pièce pour laquelle une signature est exigée doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'une signature électronique dans un autre format les expose à ce que les documents déposés soient illisibles, ce qui peut entraîner le rejet de leur offre pour cause d'irrégularité.

La seule signature électronique du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le Niveau (**) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://references.modernisation.gouv.fr>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat- membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Horodatage

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limite est considéré comme hors délai.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme empêchant la remise des plis dans les délais fixés par la consultation, la date et l'heure de remise des offres peuvent être modifiées.

Copie de sauvegarde

Les candidats qui effectuent à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique numérique ou sur support papier doivent faire parvenir cette copie avant la date limite de remise des plis.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli cacheté comportant les mentions suivantes :

« Copie de sauvegarde » ;

Intitulé de la consultation ;

Nom ou dénomination du candidat.

Le candidat qui envoie ou dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait à l'adresse suivante :

Université de Toulouse
Service des Affaires Juridiques et Institutionnelles
Pôle Marchés publics - 2^{ème} étage - Bureau E225
41 Allées Jules Guesde - CS 61321
31013 TOULOUSE CEDEX 6

Cette copie de sauvegarde pourra être ouverte en cas :

- d'offre transmises par voie dématérialisée et dans lesquelles un programme informatique malveillant est détecté. La trace de la malveillance du programme sera alors conservée par le Pouvoir Adjudicateur.
- d'offre transmise par voie dématérialisée et reçue
 - de façon incomplète ou hors délais,

- ou n'ayant pas pu être ouverte,
- Et sous réserve que la transmission de l'offre ait commencée avant l'expiration du délai de remise des offres.

Le Pouvoir Adjudicateur procède alors à l'ouverture de la copie de sauvegarde, sous réserve que celle-ci lui soit parvenue dans les délais impartis. Si le pli contenant la copie de sauvegarde n'est pas ouvert, il est détruit par le Pouvoir Adjudicateur.

Antivirus

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

Article 8 – Jugement des candidatures et des offres

8.1. Examen de la candidature

Le Pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'analyser les offres avant les candidatures. Ainsi, seule la société classée première verra sa candidature analysée. Si sa candidature est écartée, la société classée deuxième verra alors sa candidature analysée etc.

Les candidatures sont examinées en application des articles R.2144-1 à R.2144-7 du code de la commande publique. Si le maître de l'ouvrage constate, avant de procéder à l'examen des candidatures, que des pièces ou des informations dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut demander au candidat concerné classé premier de compléter son dossier de candidature dans un délai qui est précisé dans la demande de complément.

Elimination des candidatures :

- Les candidatures incomplètes ou demeurées incomplètes à la suite d'une demande de compléments sont éliminées ;
- Les candidatures qui ne justifient pas de l'aptitude professionnelle ou qui ne disposent manifestement pas des capacités professionnelles, techniques et financières suffisantes pour l'exécution du marché sont éliminées.

8.2. Conditions du choix de l'offre

8.2.1 Critères d'attribution

Le Pouvoir adjudicateur choisit l'offre qu'il juge économiquement la plus avantageuse au regard des critères pondérés suivants :

- **Critère Prix - 40 points**

La valeur prix sera appréciée au regard de l'offre financière globale du candidat et par application de la formule suivante : Offre la moins-disante / Offre étudiée X 40.

- **Critère Valeur Technique - 60 points**

La valeur technique sera notée sur 60 et appréciée au regard du mémoire technique du candidat répondant au sous-critères suivants :

✓ **Sous-critère 1 : Méthodologie d'intervention et conduite de chantier (50 points)**

Le candidat fournira de manière précise et détaillée des indications sur la méthodologie d'intervention et de conduite de chantier qu'il entend mettre en place. Il décrira plus précisément son programme d'exécution, le phasage et la durée de chaque phase ainsi que le nombre de salariés affectés à l'exécution de chaque tâche et les procédés d'exécution envisagés.

Le candidat présentera un organigramme de l'équipe affectée au projet, les CV ainsi que les qualifications de l'équipe dédiée. Il précisera l'organisation des tâches entre les différentes compétences techniques demandées au titre de la candidature pendant la période du 15 juillet au 31 août 2024.

Le candidat fournira des propositions d'optimisation au regard du calendrier prévisionnel fourni dans le DCE et précisera les délais d'approvisionnement.

✓ **Sous-critère 2 : Moyens matériels (10 points)**

Le candidat présentera les caractéristiques des produits proposés, le matériel utilisé adapté au chantier en respect des préconisations des documents techniques.

Au regard de ces critères les offres seront notées sur 100 points.

8.2.2. Analyse des offres

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables, sont éliminées.

Toutefois, l'Université de Toulouse peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses et que cette régularisation n'ait pas pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

L'Université de Toulouse peut demander aux soumissionnaires de préciser la teneur de leur offre. Cette demande ne peut ni aboutir à une négociation ni à une modification de l'offre.

L'analyse des offres sera effectuée dans les conditions prévues aux articles R2152-1 à R2152-7 du code de la commande publique et donnera lieu au classement des offres.

Concernant les prix forfaitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

8.2.3. Négociation

Conformément à l'article R2123-5 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier les éléments de la proposition (prix et/ou valeur technique) ou d'attribuer directement le marché sans phase de négociation.

La négociation pourra porter sur tous les éléments de l'offre, qu'ils soient techniques ou financiers. La proposition initiale du candidat et/ou les documents de consultation pourront être modifiés et/ou complétés suite aux négociations entreprises, sans pour autant qu'il soit porté de modifications substantielles.

8.2.3 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de la date limite de remise des plis.

En cas de négociation, ce délai court à compter du dépôt de la nouvelle offre négociée.

Article 9 – Attribution du marché

Le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra fournir dans un délai fixé, dans le courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue, les documents suivants :

- l'acte d'engagement daté et signé accompagné par les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement, pour tous les sous-traitants désignés ;
- Concernant les délégations de signature et les pouvoirs délégués au Mandataire :
 - o Les documents à signer doivent l'être par une personne habilitée à engager le candidat,
 - o Si le signataire n'est pas un représentant légal de l'opérateur économique, l'acte lui donnant la capacité de signer est transmis ;
- un extrait K, un extrait K bis, un extrait D1 datant de moins de 3 mois ou, à défaut, un document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat, attestant de l'absence de cas d'exclusion ;
- Lorsque le candidat ou l'un de cotraitant est en redressement judiciaire, il produit la copie du ou des jugements prononcés ;
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales. Un arrêté des ministres intéressés fixe la liste des administrations et organismes compétents ainsi que la liste des impôts et cotisations sociales devant donner lieu à délivrance du certificat ;
- Les attestations d'assurance de nature civile et décennale nécessaires à l'exécution du marché ;
- Le cas échéant un certificat attestant la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-2 à L. 5212-5 du code du travail ;
- Le cas échéant le certificat attestant le versement régulier des cotisations légales aux caisses qui assurent le service des congés payés ;
- Si l'attributaire pressenti recourt à des salariés détachés il doit produire (article R1263-12 code du travail) : une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-5 et R. 1263-7 ;
- Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 ;
- L'attributaire pressenti devra également fournir l'ensemble des documents et attestations requis en vertu des articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail et relatives aux travailleurs étrangers. Cette obligation devra ensuite être exécutée tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché ;
- L'ensemble des justificatifs et moyens de preuve relatifs à l'aptitude et aux capacités du candidat.

Le soumissionnaire établi à l'étranger produit des certificats établis par les administrations et organismes du pays d'origine. Le candidat établi dans un Etat autre que la France produit un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Lorsque le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché entre dans l'un des cas d'interdictions de soumissionner facultatives, il est invité à établir, par tout moyen, que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent plus être remis en cause et, le cas échéant, que sa participation à la procédure n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement.

Dans tous les cas, le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché n'est pas tenu de fournir ces justificatifs et moyens de preuves que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans sa candidature ou son offre toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

En outre, le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer le marché n'est pas tenu de fournir les justificatifs et moyens de preuve déjà transmis à l'acheteur dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables. Dans ce cas, il indique, dans sa candidature ou son offre, les documents concernés ainsi que la référence de la ou des consultation(s) pour la ou lesquelles les documents ont déjà été transmis.

En cas d'impossibilité de se procurer les certificats directement auprès des administrations ou organismes, l'acheteur en demande communication au soumissionnaire dans le courrier l'informant que son offre est susceptible d'être retenue.

A défaut de régularité de la situation fiscale et sociale, le marché sera attribué au candidat classé second.

Article 10 – Instance chargée des procédures de recours

10.1. Différends

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par les articles L2197-3 et 2197-4 du code de la commande publique.

Le comité consultatif compétent est celui de Bordeaux.

10.1. Litiges et contentieux

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Toulouse

68 rue Raymond IV - BP 7007 - 31068 TOULOUSE CEDEX 07

Tél : 05.62.73.57.57

Télécopie : 05.62.73.57.40

Courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat

Référé contractuel prévu aux articles L. 551-13 à L. 551-23 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA

Recours pour excès de pouvoir contre les décisions administratives détachables du contrat et les clauses réglementaires divisibles du contrat dans les conditions prévues aux articles R. 411-1, R. 421-1 à R. 421-7 du CJA

Recours en contestation de la validité du contrat par les tiers dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées, dans les conditions prévues par l'arrêt du Conseil d'Etat du 4 avril 2014, Département du Tarn-et-Garonne, n°358994